

Comment a-t-il agi? Qu'a-t-il fait? Pour qui et où? Le ministre des Transports dit que les chantiers de construction navale n'ont jamais été aussi occupés. Ils seront encore plus occupés ailleurs quand ils nous auront enlevé tout ce que nous avions. Plus de 600 hommes y travaillaient et au cours des six derniers mois, nombre d'entre eux sont tombés en chômage.

Pourquoi le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ne prend-il pas la parole pour appuyer ses déclarations au sujet de l'assistance à l'industrie du charbon de la Nouvelle-Écosse? Où sont les 25 millions dont il a parlé comme d'un fait accompli? Quand le gouvernement tiendra-t-il une réunion et qui y assistera?

• (9.20 p.m.)

Quant au rapport Donald, on ne pourrait invoquer excuse plus ridicule. J'ignore si M. Donald est jamais descendu dans une mine. Il a parlé aux représentants des sociétés minières et à d'autres personnes rencontrées à l'hôtel, à Sidney, loin du front de taille, quand je dis «front de taille», je suis certain que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sait de quoi je veux parler—le front de taille de la mine. Qu'a fait M. Donald pour trouver quels sont les besoins de l'industrie du charbon du Cap-Breton? Fera-t-il plus que résumer pour le gouvernement les recommandations des fonctionnaires de la Commission du charbon de Grande-Bretagne qui sont venus ici dernièrement? Pourquoi le gouvernement prend-il pour prétexte le rapport Donald au sujet de son programme à court terme? Je remarque qu'il mentionne toujours ce rapport comme indice de la façon dont il abordera son programme à long terme concernant l'industrie houillère du Cap-Breton. Le rapport Donald a du bon quant au mécanisme amélioré des houillères existantes, mais il n'a absolument rien à voir avec l'ouverture d'une nouvelle mine à Lingan, et l'on ne devrait en tenir absolument aucun compte à cet égard. Où sont les 10 millions de dollars sur les 25 millions censément destinés à l'ouverture de cette nouvelle mine? Par quelle méthode le gouvernement tirera-t-il quelque revenu de l'argent qu'il y a affecté?

Toutes ces questions me rappellent l'argument avancé par le chef du Nouveau parti démocratique du Cap-Breton qui, pendant la dernière campagne électorale, faisait allusion à un article de M. Meyers paru dans le *Financial Post*. A cette époque, l'ancien ministre du Travail et actuel ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dé-

pensé beaucoup de temps et de paroles à tenter de réfuter l'argument en question, selon lequel toute l'affaire reposait sur les intentions cachées des promesses gouvernementales.

Le ministre du Travail d'alors, le député d'Inverness-Richmond, a dit qu'il n'y avait rien d'écrit en petits caractères à propos de ces promesses, mais, vers la fin de la campagne, les gens du Cap-Breton ont commencé à se demander s'il y avait quelque chose d'écrit en gros caractères, si le gouvernement avait l'intention de tenir ses promesses. Aujourd'hui, ils attendent que le gouvernement fasse ce qui, d'après le ministre du Travail d'alors et le ministre des Mines, était un fait accompli.

Il faut s'occuper des gens du Cap-Breton. Le gouvernement doit agir. Une fois de plus, je fais appel au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—sachant bien que c'est inutile, car seuls ses documents l'intéressent en ce moment—et je le prie quand même de s'occuper de la situation et de tenir certaines des promesses du gouvernement. Je lance le même appel au ministre des Transports (M. Pickersgill) qui, même s'il n'est pas des Maritimes, représente une circonscription de la région.

Je pourrais citer dans le détail les promesses que ces ministres ont faites juste avant les dernières élections, mais je leur demanderai seulement de faire du moins le dixième de ce qu'ils ont promis, ce qui serait d'un grand secours, dans la situation actuelle des Maritimes.

M. l'Orateur suppléant: Puis-je demander à l'honorable député de Cap-Breton-Nord s'il a l'intention de parler du même grief que l'honorable député de Cap-Breton-Sud?

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Oui, monsieur l'Orateur. Je traiterai des problèmes économiques du Cap-Breton. L'orateur précédent, mon collègue de Cap-Breton-Sud (M. MacInnis) a mentionné que ses griefs avaient trait aux conditions économiques des provinces Maritimes en général et de l'île du Cap-Breton en particulier. Je craignais un peu que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) ne se lève avant que j'aie l'occasion de dire quelques mots. Toutefois, avec l'esprit d'un bon insulaire du Cap-Breton, il m'a cédé la parole, pour me permettre de le critiquer un peu plus, lui et son gouvernement.

[M. MacInnis.]